

Les experts étrangers voient la France rebondir

Plusieurs grandes banques tablent sur une croissance supérieure à **2% DU PIB EN 2011**. Comme le gouvernement français, Bank of America-Merrill Lynch envisage même les 2,5 %.

PAR FABRIEN MULLER

Est si le pronostic du gouvernement était bon ? Selon Bercy, le PIB progressera de 2,5 % en 2011. Située 1,1 point au-dessus de celle prévue pour 2010, cette prévision est très éloignée de celle de Bruxelles, qui table sur une hausse de

1,5 % de l'activité, ou de celles du FMI et de l'OCDE. Les deux institutions internationales visent une croissance de 1,7 %.

Fait-on preuve d'un optimisme forcené à Bercy ? Pas sûr. En effet, si le consensus Forecasts daté d'avril qui reprend les prévisions de 240 économistes estime à 1,7 % la croissance du PIB 2010, les anticipations de quelques grandes banques étrangères laissent à penser que ces objectifs sont atteignables. Un optimisme qui est loin d'être partagé par les économistes français (lire ci-dessous).

Ces prévisions ont un point commun : un rebond de l'industrie tricolore se traduisant essentiellement par une accélération de l'investissement. Selon le consensus, celui-ci augmenterait de 2,8 % après avoir cédé 1,4 % cette année. Il bondirait

même de 4,5 % selon les économistes de Bank of America-Merrill Lynch. Ainsi, la France enregistrerait une croissance de 2,5 % en 2011. Une performance inédite depuis 2004. La banque suisse UBS est sur la même longueur d'ondes. Elle parie sur une hausse de l'investissement de 4,6 % (+ 2,2 % pour le PIB).

■ CONSOMMATION DES MÉNAGES

Selon Goldman Sachs, ce dynamisme industriel s'appuierait sur la consommation des ménages. La banque d'affaires américaine anticipe une augmentation de 1,4 % de la consommation l'année prochaine (soit 0,6 point de

mieux par rapport à 2010). Cette solide propension à consommer, qui permettrait d'afficher une croissance de 2,4 % selon Goldman Sachs, stimulerait la production manufacturière. Selon ING Financial Markets, celle-ci augmenterait de 3,7 % en 2011, contre 3 % en 2010. Goldman Sachs envisage une hausse de 3 % contre + 2,4 % cette année.

Toutefois, la consommation, point fort de l'économie française pendant la crise récente, ne serait pas aussi dynamique qu'au cours des dernières années. Alors qu'elle affichait une progression annuelle supérieure à 2 % entre 1998 et 2007, celle-ci

n'augmenterait que de 1,4 % en 2011.

En l'absence d'inflation, cet essoufflement s'expliquerait surtout par l'absence de reprise sur le marché de l'emploi. Même les plus optimistes n'envisagent pas de baisse du nombre de chômeurs. Seule Bank of America-Merrill Lynch voit le taux de chômage reculer significativement, de 9,6 % à 8,6 % d'ici 2011. Ses consocieurs parient surtout de légers replis, voire des hausses. C'est notamment le cas des britanniques d'Econ Intelligence Unit qui voit le taux de chômage passer de 10,3 % à 10,6 %.

La reprise ne concerne pas tout le monde

Si les entreprises entrevoient la fin de la crise, les ménages **CRAIGNENT LE CHÔMAGE**.

LA FRANCE EST COUPÉE EN DEUX, avec d'un côté les entreprises qui entrevoient enfin la sortie de crise, notamment dans l'industrie, et de l'autre, des ménages en plein doute. En février, la production manufacturière a augmenté de 0,4 % (après + 0,6 % en janvier). Et les chiffres de mars ne devraient pas décevoir : les industriels interrogés le mois dernier ont constaté une nouvelle amélioration. Toutefois, l'industrie n'a pas encore effacé la crise, l'indicateur du climat des affaires se

situant toujours en dessous de sa moyenne de longue période. Comment expliquer ce petit réveil industriel ? « Par un rebond technique. Les entreprises ont tellement déstocké en 2009 qu'elles sont obligées de refaire tourner les machines pour répondre à la demande », explique Yvon Jacob, le président du Groupement des fédérations industrielles (GFI). Par la légère amélioration de la conjoncture en zone euro. Quant au dynamisme des émergents, il entraîne aussi mais dans une

moindre mesure ces industries. Quant aux ménages, l'absence d'une réelle amélioration sur le marché de l'emploi les inquiète.

■ DÉBUT D'ANNÉE MOROSE

Résultat, ils consomment moins. En janvier et février, leurs dépenses en produits manufacturés ont baissé de 2,5 % et 1,2 %. Dans ce contexte, l'Insee ne table pas sur un début d'année tonitruant. Le PIB augmenterait de 0,2 % au premier trimestre et de 0,3 % au deuxième. F.P.I.

LES ÉCONOMISTES FRANÇAIS SONT BIEN MOINS OPTIMISTES

Les économistes étrangers seraient-ils myopes ? Autrement dit, la distance les séparant de l'Hexagone les induit-elle en erreur ? Réponse dans quelques mots. En attendant, les économistes français sont plus pessimistes. À l'exception de BNP Paribas qui anticipe une hausse de 2 % du PIB en 2011, la plupart n'envisagent pas de rebond de l'activité. Par exemple, Natixis et Crédit Agricole prévoient respectivement

des hausses de 1,1 % et 1,3 % du PIB. Certains ont même révisé leurs prévisions en baisse. C'est le cas du BIPE et du COE Rexecode. Le premier envisage une croissance de 1,4 % en 2010 et 2011 (soit 0,3 point de moins qu'auparavant s'agissant de l'année prochaine), le second ne prévoit plus qu'une progression de 1,2 % en 2007 (- 0,6 point par rapport à la précédente prévision). F.P.I.